



Rapport

sur la session internationale tenue le 11 octobre 2024 à Ancône (Italie) dans le cadre de la Campagne "G7 Santé : pas sur mon corps », Ancône (Italie) 9-11 octobre 2024

Le vendredi 11 octobre 2024, une session internationale intitulée « *Public Healthcare under commercialisation pressures : critical international perspectives* » s'est tenue au Cinema Azzurro à Ancône (Italie), organisée par le réseau européen « *Health is not for sale* » (*la santé n'est pas à vendre*). La session faisait partie des initiatives de trois jours organisées par la campagne « *G7 Health : not on my body* » pour s'opposer au contenu de la réunion des ministres de la santé du G7 qui s'est tenue du 9 au 11 septembre. La session de 90 minutes, organisée pendant l'Assemblée générale le dernier jour de la campagne, était basée sur des présentations orales et vidéo. Après l'accueil des organisateurs de la campagne, un membre du réseau européen, Maurizio Manno, a introduit la session et présenté brièvement la raison d'être et l'objectif ambitieux de l'événement, à savoir évaluer la situation actuelle concernant l'accessibilité et la qualité des soins de santé et des services de santé publique au niveau mondial, en comparant les différentes situations dans diverses parties du monde.

La première présentation orale, par Yves Hellendorff, l'orateur du Réseau européen « *La santé n'est pas à vendre* », après avoir présenté brièvement l'histoire du réseau, a discuté de la plateforme en sept points présentée par le Réseau européen lors de la conférence de presse au Parlement européen le 8 avril 2024 à Bruxelles dans le cadre de la campagne « *La santé avant le marché... changeons l'Europe !* ». Les sept points sur lesquels l'attention urgente de l'Europe a été demandée sont les suivants :

1. un **soutien financier** adéquat aux soins de santé afin de garantir la qualité et de bonnes conditions de travail au personnel de santé
2. protéger les personnes et les travailleurs contre les risques liés à la **commercialisation**
3. l'**accessibilité** économique, géographique, culturelle et temporelle pour toutes les personnes
4. assurer la **démocratie sanitaire** en impliquant les personnes et le personnel de santé
5. prendre en compte tous les **déterminants de la santé**: sociaux, environnementaux et de genre
6. une **politique du médicament** pour les populations et le Sud du monde, pas pour BigPharma
7. un **recrutement** adéquat **du personnel de santé** tout en protégeant les pays les plus fragiles d'une privation sanitaire supplémentaire.

Le deuxième orateur était Ramon Vila, un activiste français de premier plan, qui a présenté la situation critique des soins de santé et de la santé publique dans son pays.

Outre les présentations orales, six vidéos ont été projetées, produites à cette fin par un certain nombre d'organisations nationales et internationales bien connues pour leur engagement dans la promotion et la défense des soins de santé en tant que droit fondamental pour tous (PHM et PHM-Inde, PSI, EFPC, Marea Blanca, Medicina Democratica, COVESAP). Les vidéos montrent clairement les difficultés croissantes, voire l'impossibilité, pour les citoyens de nombreux pays de l'UE (Espagne, France, Croatie, Italie) et, plus encore, d'autres régions du monde (Inde) d'avoir un accès adéquat aux soins de santé et aux services de santé publique.
(<https://drive.google.com/drive/folders/1LukGD4fkVnYfJGWVT1UD422ctNSX9mzd?usp=sharing>)

Des preuves accablantes ont été apportées au public lors de la session, indiquant les effets croissants du néolibéralisme sur les politiques de santé au cours des dix ou vingt dernières années dans le monde. Les raisons du déclin de la qualité et de la quantité des soins de santé sont apparues clairement dans les présentations orales et vidéo. L'analyse factuelle des données présentées lors de la session internationale a confirmé précisément l'hypothèse que le Réseau européen avait émise lors de la préparation de la session, qui était la suivante.

"L'instabilité politique, le dénuement économique et social, la faiblesse constitutive ou le déclin progressif des infrastructures de santé publique sont des causes importantes dans certains pays. La faiblesse des investissements, le manque de rémunération et de motivation du personnel sanitaire, l'incompétence ou les intérêts privés dans la gestion à court ou à long terme des soins de santé et de la santé publique sont plus importants dans d'autres pays. Les politiques de santé fondées sur le libre marché, en particulier pour les médicaments, comme l'a montré la récente pandémie de Covid-19, se sont révélées inadéquates, voire incapables, voire complices, de faire face à la situation d'urgence. Récemment, les effets des stratégies de la Banque mondiale sur les pays à faible revenu et les résultats de l'austérité de l'UE sur les États membres européens pendant la crise économique de 2008, sont probablement les principaux facteurs qui ont conduit à des coupes sombres et à la commercialisation des services de santé, aboutissant à la privatisation actuelle, toujours croissante, des structures et du personnel. En effet, l'objectif d'un système de santé privé, et non d'un service, est de réaliser un profit économique, alors que l'objectif d'un service de santé public, et non d'un système, est ou devrait être de fournir des soins de santé gratuits à l'ensemble de la population. Tous ces facteurs ont créé un cercle vicieux qui accroît les inégalités et l'inefficacité des soins de santé dans le monde entier. Dans les pays à faibles et moyens revenus, les gens ont un accès limité aux soins de santé en raison de contraintes économiques ».

Le processus continu de commercialisation de la santé envahit progressivement tous les secteurs des soins de santé et des services de santé publique, avec des effets littéralement dévastateurs, dans certains cas, sur la qualité de vie et la durée de vie des patients, comme le montre de manière spectaculaire la vidéo de PHM-India, qui montre que pendant la pandémie de Covid, des millions de personnes ont été réduites à l'indigence après avoir payé les factures d'hôpitaux privés.

Après les vidéos, la parole a été donnée à un représentant de *Sanitari per Gaza (SpG: Health Workers for Gaza, HW4G)*, le réseau italien né spontanément au début de cette année parmi le personnel de santé pour protester contre l'attachement honteux et systématique aux hôpitaux et aux travailleurs de la santé à Gaza par l'armée israélienne depuis plus d'un an maintenant. Luisa Magnone, l'oratrice de *SpG* lors de la session, a souligné le devoir, conformément au serment d'Hippocrate, de tous les travailleurs de la santé de soigner tous les patients, indépendamment de leur race, religion, nationalité, statut social et idéologie politique. Luisa a également demandé avec force un cessez-le-feu immédiat et permanent et l'autorisation pour la communauté internationale de fournir l'aide humanitaire dont la population épuisée de Gaza a tant besoin. *SpG* a demandé que ces demandes soient incluses dans l'ordre du jour de la session et dans la déclaration finale.

En effet, à la fin de la session, la proposition de Déclaration formelle en neuf points (appelée « *Déclaration d'Ancône 2024* »), après avoir été publiée sous forme de projet sur le site web de la Campagne quelques jours avant la session, a été approuvée par l'Assemblée générale pour être mise à la disposition, pour d'autres commentaires/suggestions, de la Communauté internationale et des organisations, associations et individus impliqués et engagés dans la défense des soins de santé et de la santé publique en tant que droit fondamental pour tous (<https://nog7ancona.noblogs.org/post/2024/10/08/proposta-per-la-dichiarazione-di-ancona-2024-rete-europea-la-salute-non-e-in-vendita/>). La session internationale devait être le point de départ et la Déclaration n'était que la base d'une nouvelle campagne internationale 2024-2030 « *Soins de santé et santé publique pour tous* » (HPHA). Le Réseau européen veillera à promouvoir la diffusion de la **Déclaration d'Ancône 2024** par tous les moyens disponibles et auprès de tous les acteurs nationaux et internationaux, y compris l'Union européenne, les Nations Unies et l'OMS.

Enfin, le samedi 12 octobre 2024, une réunion formelle du Réseau européen a été organisée par l'*Ambasciata dei Diritti* (*Ambassade des droits*) à Ancône, afin de discuter et de planifier les futures initiatives du Réseau, à la fois de manière autonome et en collaboration avec d'autres organisations participant à la session.
